La banque protestante en France, par HERBERT LUTHY. Un vol., 6½ po. x 10, relié, 861 pages. — École Pratique des Hautes Études, VI^e section. CENTRE DE RECHERCHES HISTORIQUES 13, rue du Four, Paris, 1961

Alice Poznanska

Volume 38, numéro 2, juillet-septembre 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001793ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001793ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poznanska, A. (1962). Compte rendu de [*La banque protestante en France*, par HERBERT LUTHY. Un vol., 6½ po. x 10, relié, 861 pages. — École Pratique des Hautes Études, VI^e section. CENTRE DE RECHERCHES HISTORIQUES 13, rue du Four, Paris, 1961]. *L'Actualité économique*, 38(2), 309–310.
<https://doi.org/10.7202/1001793ar>

meilleure utilisation des ressources financières disponibles et d'une politique monétaire plus «active». On vient d'ailleurs d'accomplir des réformes devant permettre une pleine utilisation de l'épargne existante. 2) D'une prise de conscience de la nécessité d'une meilleure productivité, ce qui suppose un esprit dynamique, encore insuffisant. Le problème n'est donc pas uniquement économique, mais aussi psychologique et sociologique pour une part égale.

La lecture de ce livre intéressera donc quiconque s'occupe du développement. On y verra comment celui-ci apparaît dans un pays européen de vieille culture. On nous permettra cependant d'exprimer une réserve sur la conclusion de l'auteur, qui oppose expansion économique et stabilité monétaire, celle-ci risquant d'étouffer celle-là au Portugal. À notre avis, il ne doit pas y avoir de conflit entre les deux, l'inflation constituant le pire ennemi du progrès. Il n'y a pas incompatibilité entre une politique monétaire active et la stabilité: le tort du Portugal réside dans une peur de l'inflation telle qu'il n'ose pas employer à fond ses ressources financières ni recourir aux techniques monétaires modernes. Entre ce «sous-emploi» de son principal atout et une politique inflationniste, il subsiste une belle marge qui devrait permettre au Portugal la croissance dans la stabilité.

Jean Lotte

La banque protestante en France, par HERBERT LUTHY. Un vol., 6½ po. × 10, relié, 861 pages. — École Pratique des Hautes Études, VI^e section. CENTRE DE RECHERCHES HISTORIQUES 13, rue du Four, Paris, 1961.

L'auteur démontre dans cet ouvrage que l'opinion selon laquelle les financiers protestants français représentaient un groupe à part, est sans fondement. Herbert Luthy affirme, en effet, que tout au cours du XVIII^e siècle la société protestante était incapable de créer une unité et une homogénéité suffisante pour justifier une telle affirmation. Il considère qu'il s'agissait bien plus d'une «non-appartenance» à certaines théories du catholicisme que d'une doctrine religieuse uniforme justifiant des agissements d'ordre économique.

Herbert Luthy s'attache également à décrire les effets salutaires du prêt à intérêt en tant que base de la généralisation du crédit indispensable à l'essor de l'industrie et du commerce. Selon lui le taux d'intérêt était un dénominateur permettant de calculer le risque, mal connu alors et mal évalué, mais infiniment plus important que de nos jours.

Le choix entre les deux théories, calviniste et catholique, ne s'opérait pas, en outre, en fonction d'appartenances religieuses, mais plutôt suivant les besoins propres d'une région. Les États qui ne pouvaient s'appuyer sur une richesse agricole, étaient forcés, en somme, de chercher d'autres sources de profits et d'organiser d'une façon plus efficace leur commerce et leur politique monétaire. De même que la lutte qui se livrait entre la finance et la banque n'avait pas pour origine des oppositions religieuses, mais plutôt celles de classes sociales. Les financiers servaient surtout le Roi et la Cour, tandis que les banquiers fournissaient l'argent au commerce.

L'ouvrage d'Herbert Luthy est, avant tout, une intéressante étude d'une période historique qu'il décrit avec une verve rare. Qu'on accepte ou qu'on rejette la thèse défendue par l'auteur, il reste néanmoins qu'on lira le livre avec d'autant plus d'intérêt qu'on y trouve des détails peu connus, présentés d'une façon attachante et instructive.

Alice Poznanska

The Farmer's Dilemma (Préface de Norris-E. Dodd), par STANLEY ANDREWS. Un vol., 6¼ po. × 9¼, relié, 184 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 419, avenue New Jersey, S.E., Washington 3, D.C., 1961. (\$4.50).

Si les États-Unis ont eu une politique agricole au cours du dernier siècle, cette politique s'est invariablement appuyée sur trois idées maîtresses, à savoir la permanence de la ferme familiale, la nécessité de l'exportation des produits agricoles et l'urgence, pour le bien-être du cultivateur pris individuellement et la survivance de la profession agricole, de l'adaptation à la technologie moderne et aux méthodes nouvelles de haute productivité. Or, tout cela, d'après l'auteur, est de l'illusion: la ferme familiale est en effet manifestement en voie de disparition; l'exportation, toute essentielle et désirable qu'elle soit, n'a guère influencé le revenu agricole depuis une trentaine d'années, et les découvertes techniques n'ont pas contribué dans la même mesure, selon qu'il s'agit de l'agriculture ou de l'industrie, à la hausse des revenus.

Le problème agricole ne se situe donc pas là, mais bien plutôt, selon l'auteur, dans l'excessive capacité de production, qui a valu, depuis 1920, une surproduction qui s'est accompagnée d'une baisse graduelle du niveau de vie de la classe agricole et a provoqué la tentation irrésistible de déverser sur les marchés extérieurs des surplus encombrants, qui se sont souvent révélés plus nuisibles qu'utiles.

L'auteur raconte l'histoire de la mise en valeur de la terre aux États-Unis, au cours du présent siècle, et montre quel sort on a fait à la classe agricole. Il décrit la révolution qui s'est opérée dans la production agricole; et ses effets destructeurs sur la famille rurale. Il fait le relevé des efforts déployés par les pouvoirs publics au cours du dernier siècle pour régler le problème agricole. Enfin, sa vaste expérience lui permet d'ébaucher une politique, visant à la conservation de la ferme familiale, si menacée actuellement qu'au cours des prochaines années il va falloir choisir entre ce mode d'exploitation et celui de la grande exploitation commerciale.

Camille Martin

Managerial Economics (Text and Cases), par ERWIN-ESSER NEMMERS. Un vol., 6 po. × 9¼, relié, 498 pages. — JOHN WILEY & SONS INC., 440 Park Avenue South, New York 16, N.Y. (\$10.25).

Souvent, l'homme d'affaires concilie difficilement la théorie économique et la pratique des affaires. Pourtant, la science économique est en bonne partie la science des affaires: sur quoi baser une décision économique, sinon sur une connaissance approfondie des rouages auxquels est mêlée l'entreprise? On reproche à l'écono-